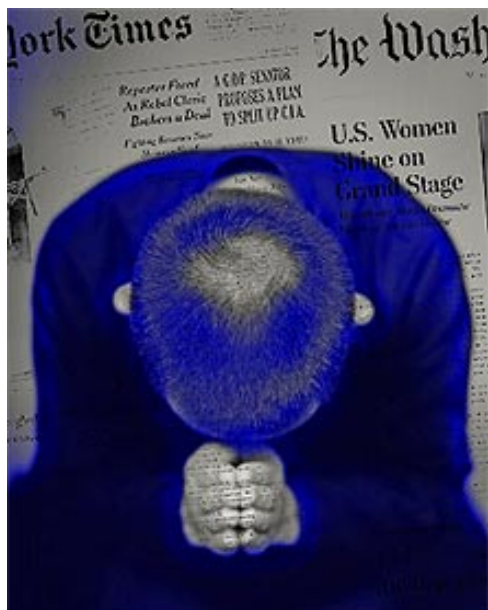


TARTUFFERIE

La repentance de la « presse de référence »



Le *New York Times*, *The New Republic* et le *Washington Post* ont présenté leurs excuses à leurs lecteurs pour les avoir trompés à propos des prétendues armes de destruction massive qui justifiaient l'attaque de l'Irak. Mais une lecture attentive de leurs confessions montre qu'ils n'éprouvent aucune gêne d'avoir relayé la propagande officielle, seulement de s'être faits prendre. Ils avouent leur faute pour mieux feindre la bonne foi et tenter de minimiser leur responsabilité et les conséquences de leurs mensonges. Naïvement, ils confirment la théorie de Noam Chomsky : le rôle qu'ils s'assignent n'est pas d'informer les citoyens, mais de fabriquer leur consentement.

page 2

L'héroïsme de Kerry mis en doute

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

John Kerry cherche à séduire les militaires en répétant en boucle ses hauts faits d'armes au Vietnam. Un groupe de vétérans a ouvert un site internet pour dégonfler le prétendu héroïsme de John Kerry et John B. Dwyer en donne compte-rendu. John E. O'Neill et Jerome R. Corsi remettent en question pour leur part toute la biographie militaire officielle du candidat démocrate dans un ouvrage dévastateur. De son côté, William Kristol taxe Kerry de cryptopacifisme.

page 6

REPÈRE : 23 AOÛT 1791

L'insurrection des esclaves commence...

La Révolution française, en abolissant l'esclavage, avait suscité des espoirs parmi les créoles et esclaves affranchis qui réclamaient l'égalité des droits avec les blancs. Mais, le 13 mai 1791, l'Assemblée - cédant au lobby colon - s'interdit de légiférer pour les colonies, annule le décret de libération des esclaves et rétablit le *Code Noir*. Dans la nuit du 22 au 23 août, l'ancien esclave Boukman attaque les plantations du Nord de Haïti avec son armée de « marrons ». Il tentera de prendre la ville du Cap, mais échouera face aux canons et sera exécuté. Dans le Sud, les armées insurgées poursuivent la lutte, notamment celle de Biassou qui sera rejoint par Toussaint Louverture. « Placés sur la terre comme vous, étant tous enfants d'un même père, créés sur une même image, nous sommes donc vos égaux en droit naturel et si la nature se plaît à diversifier les couleurs dans l'espèce humaine, il n'est pas un crime d'être noir, ni un avantage d'être blanc... » écrit Jean-François Biassou, en juillet 1792. ■



LES SONDAGES OU LES URNES ?

Forte de 30 000 adhérents et du financement de la NED/CIA, l'association vénézuélienne Sumate a dépensé sans compter pour réunir les pétitions nécessaires à la convocation du référendum révocatoire du président Hugo Chavez. S'appuyant sur un « sondage sortie des urnes » réalisé par la firme états-unienne Penn, Schoen & Berland Associates, elle affirme aujourd'hui que le scrutin a été truqué. En effet, les électeurs ayant accompli leur devoir civique auraient répondu « oui » à 59 % aux sondeurs alors que le résultat proclamé n'est que de 41% et une erreur de cette ampleur est impossible. Pourtant les observateurs internationaux agréés par le Conseil national électoral, qu'il s'agisse de Jimmy Carter, de Cesar Gaviria ou de la délégation du Réseau Voltaire, attestent de la régularité du scrutin. Certains remarquent que le sondage a en réalité été commandé par Sumate. Dans le but de peser sur le choix des derniers électeurs et en violation de loi vénézuélienne, le sondeur avait fait circuler ses estimations par fax et e-mail quatre heures avant la clôture du scrutin. ■

Tartufferie

La repentance de la « presse de référence »

Le *New York Times*, *The New Republic* et le *Washington Post* ont présenté leurs excuses à leurs lecteurs pour les avoir trompés à propos des prétendues armes de destruction massive qui justifiaient l'attaque de l'Irak. Mais une lecture attentive de leurs confessions montre qu'ils n'éprouvent aucune gêne d'avoir relayé la propagande officielle, seulement de s'être faits prendre. Ils avouent leur faute pour mieux feindre la bonne foi et tenter de minimiser leur responsabilité et les conséquences de leurs mensonges. Naïvement, ils confirment la théorie de Noam Chomsky : le rôle qu'ils s'assignent n'est pas d'informer les citoyens, mais de fabriquer leur consentement.



Aux États-Unis, trois « *journaux de référence* » ont présenté leurs excuses à leurs lecteurs pour leur traitement de la guerre en Irak. Objet de cette repentance collective : ils n'ont pas su mettre en doute l'existence d'armes de destruction massive en Irak et ont donc validé des arguments erronés justifiant l'attaque de l'Irak. Une telle contrition est inhabituelle dans la « presse de référence », mais n'en relève pas moins de la tradition puritaine de la confession publique. Elle est formulée en des termes qui ne visent pas à empêcher le renouvellement d'erreurs aussi colossales, mais au contraire à réaffirmer la

valeur d'une presse conformiste et sa prétention à s'imposer comme modèle global.

Premier à ouvrir le feu, le *New York Times* a publié, le 26 mai 2004, un éditorial engageant toute la rédaction, « *Le Times et l'Irak* » [1]. Le quotidien indique avoir été abusé par le Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi. Pour sa défense, il précise que cette source lui paraissait d'autant plus crédible qu'elle était confirmée par de nombreux officiels états-uniens. En d'autres termes, le *New York Times* a cru sincèrement à l'existence des armes de destruction massive irakienne parce qu'il pensait avoir un accès privilégié à la source originelle de cette information. Il s'est cru dispensé de critiquer sa source et de recouper son information parce que celle-ci était validée par le pouvoir exécutif.



Judith Miller

Les lecteurs qui croient que le *Times* est à la recherche de la vérité ne peuvent qu'être consternés par une telle explication. En effet, toutes les intox parues dans le quotidien ont été publiées sous une seule signature, celle de Judith Miller. Les affabulations de cette journaliste prétendument victime d'une attaque à l'anthrax par Ben Laden voulant se venger de ses écrits avaient déjà conduit, en 2001, à l'évacuation des bureaux du *Times* avant de finir en farce. En outre les liens de

cette dame avec l'ex-patron de la CIA, le faucon James Woolsey, actuel conseiller juridique du Conseil national irakien, sont notoires [2]. Or, Judith Miller a été maintenue dans ses fonctions et continue à déverser ses intox dans les colonnes du *New York Times*.

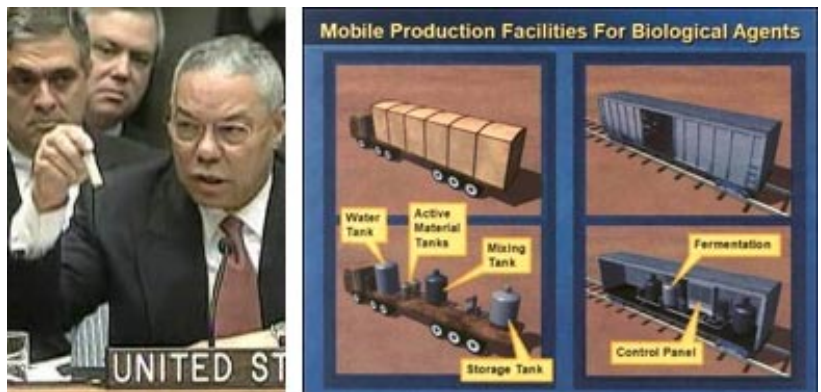
La repentance du *Times* a plongé dans l'embarras les quelques 300 quotidiens régionaux états-uniens et les dizaines de quotidiens étrangers qui reprennent ses articles. La plupart des journaux US concernés ont choisi de reproduire aussi cet éditorial d'excuses. En France, *Le Monde*, qui avait reproduit in extenso les affabulations de madame Miller dans son supplément hebdomadaire en langue anglaise et avait intégré ses imputations dans ses articles en langue française, s'est contenté de rendre compte de la confession, comme d'une curiosité étrangère.

En juin, ce fut au tour de *The New Republic* de s'excuser [3]. La rédaction s'interroge : « *Avons-nous eu tort ?* » et répond bien sûr que non. En effet, la rédaction a soutenu la guerre en s'appuyant sur des rapports officiels accréditant que l'Irak était en train de fabriquer une arme nucléaire. Elle ignorait à l'époque que ces rapports étaient contestés par d'autres experts de la communauté du renseignement et s'avéreraient faux. Son erreur d'appréciation était d'autant plus excusable que de nombreux opposants à la guerre croyaient, eux aussi, à la fiabilité de ces rapports. C'est pourquoi, écrit la rédaction : « *Nous nous sentons plein de regrets, pas de honte. Si notre raisonnement stratégique en faveur de la guerre s'est effondré, notre raisonnement moral tient toujours* ». *The New Republic*, un des organes des néo-conservateurs, avait également soutenu la guerre dans la perspective idéaliste de renverser le tyran de Bagdad et d'offrir la démocratie aux Irakiens. De cela, il ne saurait rougir.

Là encore, le lecteur qui croit au mythe de l'objectivité ne peut qu'être saisi d'effroi : peu importe que nos arguments pour entrer en guerre aient été faux, puisque nos mobiles son nobles. Tous les crimes sont permis pourvu que l'on invoque un idéal.

Continuant sur cette brillante lancée, le *Washington Post* s'est repenti à son tour dans une interminable confession à la « une » : « Le *Post* sur les armes de destruction massive : une histoire de l'intérieur » [4]. Le quotidien reconnaît avoir placé en titres les articles affirmant que l'Irak disposait d'armes de destruction massive et avoir relégué au fin fond de pages intérieures les petits articles émettant des doutes. Mais il se défend immédiatement en précisant qu'il a, lui, rendu compte des opinions contradictoires, faisant ainsi mieux son travail que ses grands confrères. Assailli de courriers de lecteurs, le *Washington Post* a publié un étonnant article d'auto-justification une dizaine de jours plus tard [5]. Toujours sous la plume d'Howard Kuntz, on apprend que les erreurs des grands journaux n'ont de toute manière pas d'importance car un traitement plus juste de l'information n'aurait rien changé aux choses : l'administration Bush aurait quand même fait la guerre.

Le lecteur imprégné du souvenir du vaillant Bob Woodward chevauchant le *Post* pour bouter Nixon hors du Watergate doit, à ce stade, sombrer dans la dépression. Le *Post*, dont la rédaction est aujourd'hui dirigée par le même Woodward, reconnaît que ses articles ne servent à rien et que donc, être dans le vrai ou dans le faux est sans conséquences.



Exposé de Colin Powell au Conseil de sécurité de l'ONU

Certains « journaux de référence » ne s'étant pas encore battus la coulpe en public, la revue professionnelle *Editor & Publisher* a eu la cruauté de relever les éditoriaux des uns et des autres après le discours de Colin Powell au Conseil de sécurité [6]. Tous les grands journaux états-unis, sans exception, ont salué la performance du secrétaire d'État et en ont conclu que le doute n'était plus possible [7]. Un an et demi plus tard, les mêmes admettent que tout y est faux.

Cette avalanche de bons sentiments ne fait pas illusion. Aucun de ces journaux ne s'est trompé. Aucun d'entre eux n'a jamais cru que les États-Unis entraient en guerre préventive pour empêcher l'Irak de les attaquer avec des armes de destruction massive. Depuis le premier jour, ils sont tous conscients que cette guerre vise d'autres objectifs et ils ont choisi en pleine connaissance de cause d'en faire la propagande. La preuve en est qu'aucun d'entre eux n'a conclu qu'au vu la non-existence de ces armes, les États-Unis devaient se retirer d'Irak et payer des dommages de guerre aux Irakiens.

Le rôle de ces grands médias n'est pas de changer les choses, comme l'admet le *Washington Post*. Le Watergate n'était pas un exploit du « quatrième pouvoir » obligeant l'exécutif à rendre des comptes, mais une curée organisée par la classe dirigeante à Washington pour se débarrasser d'un Nixon incontrôlable [8]. Les grands médias ne visent même pas à décrire objectivement les faits, comme le confirme *The New Republic*. Ils n'ont cure de la réalité pourvu qu'ils aient la bonne conscience. Non, ils cherchent à « fabriquer du consentement » selon l'expression de Noam Chomsky. C'est ce que confirme avec candeur le *New York Times* : il n'a pas tenté de vérifier les affirmations de la Maison-Blanche, mais s'est rué sur la source primaire de l'intox.

La repentance de ces grands médias n'a pas pour but de prévenir la répétition de leur comportement, mais au contraire de leur permettre de le continuer. Le gouffre séparant leurs articles de la réalité leur faisant perdre toute crédibilité, il leur était indispensable de « faire la part du feu ».

Dans un éditorial qu'il nous consacrait, il y a deux ans et demi, notre aimable confrère *Le Monde* se moquait de nos analyses anonçant que « les éléments les plus extrémistes de l'armée américaine voulaient obtenir le feu vert du président pour se lancer à l'assaut de l'Afghanistan et bientôt de l'Irak ». Ils nous reprochait de donner à penser à nos lecteurs que « l'histoire réelle que décrivent les médias et sur laquelle agissent les politiques n'est qu'un récit factice, totalement fabriqué et inventé » [9]. Dans la guerre d'Irak, le « quotidien de référence » parisien et ses homologues états-uniens en ont malheureusement fait la démonstration.

[1] « [The Times and Iraq](#) », From the editor, in *The New York Times*, 26 mai 2004.

[2] « [Judith Miller, journaliste d'intoxication massive](#) » par Paul Labarique, in *Voltaire* du 5 mars 2004.

[3] « [Were We Wrong ?](#) » by the Editors, *The New Republic*, publié le 18 juin 2004 sur le site internet de l'hebdomadaire et dans l'édition papier datée du 28 juin.

[4] « [The Post on WMDs : An Inside Story](#) » par Howard Kurtz, *The Washington Post* du 12 août 2004.

[5] « [Ultimately, Newspapers Can't Move the Earth](#) » par Howard Kurtz, in *The Washington Post* du 22 août 2004.

[6] « [How the Washington Post Promoted the War - Part II](#) » par Greg Mitchell, in *Editor & Publisher*, 22 août 2004.

[7] Voir le [discours intégral de Colin Powell au Conseil de sécurité](#), le 5 février 2003 sur le Fil diplomatique du Réseau Voltaire

[8] « [Message aux journalistes de référence](#) » in *De Defensa*, 22 août 2004.

[9] « [Le Net la rumeur](#) », éditorial non signé, in *Le Monde* daté du 21 mars 2002.

L'héroïsme de Kerry mis en doute

Analyse

Pour remplacer George W. Bush à la Maison-Blanche, John Kerry s'efforce de séduire le pouvoir militaire et les multinationales. Aux premiers, il assure qu'il poursuivra beaucoup plus avant la militarisation du pays ; aux seconds, il affirme qu'il répartira de manière plus large les profits des guerres impériales. Pour convaincre l'état-major, il met en avant son passé d'ancien combattant. Tous ses meetings commencent par un hommage aux vétérans. Et il ne déplace jamais sans être accompagné de son témoin de prédilection, le lieutenant Jim Rassman. Celui-ci ne manque jamais une occasion de raconter de manière affable comment au péril de sa vie, le courageux Kerry le repêcha dans la rivière de Bay Hap sous le feu nourri du Viet-Cong. Cette affaire, chargée d'émotion, a fait l'objet d'une campagne de spots promotionnels de 50 millions de dollars. Il n'est donc pas étonnant que, bien qu'elle soit somme toute très secondaire, cette belle histoire ait donné lieu à des vérifications poussées. Rapidement, le Parti républicain a accumulé quantité de témoignages contredisant celui de Rassman et a commencé à les exploiter. Un groupe de vétérans ayant servi sous les ordres de Kerry a ouvert un site internet pour dégonfler le prétendu héroïsme de John Kerry. L'historien John B. Dwyer en donne compte-rendu dans le *Washington Times*. Surtout John E. O'Neill et Jerome R. Corsi ont publié un ouvrage dévastateur dans lequel ils ne se contentent pas de remettre en question cet épisode, mais toute la biographie militaire officielle du candidat démocrate. Ils en concluent que celui-ci est inapte au commandement. Le *Washington Times*, toujours lui, a publié en feuilleton trois extraits du livre dont nous donnons compte-rendu.

Une fois capitaine Kerry descendu de son piédestal, les néo-conservateurs poursuivent l'offensive en l'accusant, ni plus, ni moins, d'être un crypto-pacifiste ; argument ultime pour le discréditer auprès de l'état-major. William

Kristol consacre l'éditorial du prochain *Weekly Standard* pour rappeler qu'en 1969, Kerry draguait dans le sillage électoral de George McGovern en témoignant devant le Sénat que les GI's commettaient quotidiennement des crimes de guerre au Vietnam. Or, les critiques que l'on pouvait admettre d'un héros sont insupportables pour les vétérans lorsqu'elles sont formulées par un officier médiocre qui a déjà usurpé des faits d'armes. Loin d'être une péripétie de plus dans une campagne électorale qui devient agitée, ces accusations portent un coup très dur à la candidature Kerry et seront décisives s'il n'y est pas trouvé de réponse satisfaisante. D'autant que ces accusations vont renforcer les critiques destinées à le discréditer auprès des multinationales. Jusqu'à présent, celles-ci voient d'un bon œil le retour de l'équipe Clinton (Albright, Berger, etc.) dans les bagages de Kerry, mais elles s'inquiètent de sa capacité à prendre des décisions. On sait déjà que le candidat démocrate n'a aucune expérience du pouvoir exécutif. Il n'a jamais été gouverneur, ni ministre, seulement parlementaire. On sait qu'il ne gère pas lui-même sa considérable fortune. On apprend maintenant qu'il n'était pas capable de commander avec sang-froid un groupe de six soldats. Voilà qui n'incite guère les grands patrons à la confiance.

L'écrivain britannique John Harris revient dans le *Guardian* sur cette propension des gouvernants à susciter la peur pour faire admettre leur politique. Durant la Guerre froide, ils assuraient que nous étions à la veille de l'apocalypse nucléaire. Maintenant, ils prétendent qu'il n'y avait pas de danger réel dans la mesure où les dirigeants de l'URSS étaient des hommes rationnels, mais ils nous assènent que le terrorisme est un plus grand danger encore. Et en définitive, ces excès de langage débouchent sur des mesures dérisoires comme le conseil de prendre le train plutôt que l'avion.

Henry Siegman, ancien président de l'American Jewish Congress, dénonce dans l'*International Herald Tribune* la transformation de l'idéal sioniste par le Likoud en une idéologie raciste. Selon lui, les leaders les plus extrémistes du Likoud veulent imposer un apartheid aux Palestiniens, tandis qu'Ariel Sharon a opté pour une politique de Bantoustans. On observera que les propos de M. Siegman, une des personnalités plus respectées de la communauté juive états-unienne, sont exactement ceux qui avaient été tenus par la majorité des participants à la Conférence internationale contre le racisme, organisée par l'ONU à Durban, en septembre 2001. À l'époque, la délégation états-unienne avait crié au scandale et réfuté l'assimilation odieuse entre sionisme et racisme. La conférence s'est conclue dans un désordre général et en suspendant le vote d'un texte final. La position officielle des États-Unis ne représente donc pas celle des juifs états-uniens.

Enfin, les remarques de Patrick Seale à propos de la hausse du pétrole ont eu suffisamment de retentissement dans le monde arabe pour être publiées à la fois par *Gulf News*, *Dar Al-Hayat* et le *Daily Star*. Il relève que l'invasion de l'Irak visait à prévenir la prévisible hausse du pétrole en faisant main basse sur ses réserves, mais que l'impossibilité de les exploiter, face à la résistance, précipite au contraire la hausse des cours mondiaux. Dans un premier temps, cette hausse profite aux pays producteurs, principalement aux Arabes. Mais simultanément, elle rend rentable l'exploitation d'énergies de substitution et stimule les recherches sur l'hydrogène. Ce faisant, elle hâte le moment où l'on

pourra se passer du pétrole. Les États arabes seraient donc avisés d'investir la manne inattendue dont ils disposent en prévision du moment où elle se tarira.

Réseau Voltaire

John B. Dwyer

Vétéran du Vietnam, John B. Dwyer est auteur et historien militaire.

« Jouer avec la foule »

Source : Washington Times

Référence : « Playing the crowd », par John B. Dwyer, *Washington Times*, 23 août 2004

Le 18 août, dans un discours prononcé devant l'assemblée des Vétérans des guerres étrangères, **John Kerry** a déclaré qu'il gardait toute sa foi dans les vétérans et il a répété trois fois qu'il avait été volontaire pour partir au Vietnam. En réalité, en revenant du Vietnam, John Kerry a fortement dénoncé cette organisation. Il affirma que les soldats au Vietnam commettaient des crimes de guerre quotidiennement. Au même moment, son témoignage au Congrès était diffusé aux prisonniers états-uniens au Nord-Vietnam pour les briser psychologiquement.

En ce qui concerne son engagement volontaire dans la guerre du Vietnam, il est faux. La seule chose qu'il a demandé, c'est d'être envoyé sur les patrouilleurs (une affectation plus tranquille quand il en a fait la demande) mais c'est tout. Il ne voulait pas aller au Vietnam et pour cause, il était opposé à ce conflit avant même de devoir y aller. Quand il a été affecté à des postes dangereux, il a protesté avec une telle véhémence que William E. Franke se souvient qu'il a changé trois fois de poste dans le premier mois où il a été présent. Le fait qu'il puisse penser pouvoir contrôler sa propre affectation à l'époque démontre son caractère égocentrique, cet égocentrisme se reflète d'ailleurs dans ses films de guerre. Il s'est construit un personnage de héros, mais les **Swift Vets for Truth** ont fait éclater la vérité.

John O'Neill, Jerome R. Corsi

Issu d'une famille de militaires, John O'Neill est un vétéran décoré du Vietnam ayant servi dans la 11^{ème} division côtière. Après son engagement au Vietnam, il fut choisi par Richard Nixon pour mener une campagne médiatique contre les mouvements pacifistes s'opposant à la guerre du Vietnam. Par la suite, il fut avocat au Texas et a eu George Bush père pour client. Il est co-auteur de *Unfit for Command*.

Historien et écrivain états-unien, Jerome R. Corsi est co-auteur de *Unfit for Command*.

« Les états de service de Kerry remis en cause »

Source : Washington Times

Référence : « Kerry's fellow 'Swifties' dispute his Purple Hearts », 18 août 2004.

« Sampan incident' belies heroic image », 19 août 2004.

« An angry dispute over a rescue in the river », 20 août 2004.

Le *Washington Times* a publié pendant trois jours des extraits du livre *Unfit for Command*, de John E. O'Neill et Jerome R. Corsi, remettant en cause les états de services de John F. Kerry. Le texte ci-dessous est un résumé des trois extraits du livre.

Dans l'histoire des bateaux de patrouille au Vietnam, tout le personnel militaire qui a servi au moins un an a été blessé sérieusement. Parmi les rares exceptions, on compte **John Kerry** qui a pu quitter le Vietnam au bout de quatre mois de service militaire en raison des trois *Purple Heart* [1] qu'il avait reçu. Il est aussi le seul à avoir reçu une *Purple Heart* pour une blessure qu'il s'était faite lui-même.

Toutes les décorations qu'il a reçu l'ont été pour des blessures légères ou suspectes. Le vétéran William E. Franke se souvient que ces blessures étaient un sujet de plaisanterie parmi les troupes et beaucoup pensent que quand les combats sont devenus trop violents, il a foutu le camp. Initialement, Kerry s'était porté volontaire pour servir dans les vedettes de patrouille qui étaient un choix tranquille au moment où il demanda son affectation, mais cela change par la suite.

Kerry, sur son site affirme avoir reçu sa première blessure lors d'un combat contre un bateau vietnamien, mais personne ne peut attester qu'on lui a vraiment tiré dessus. Son ancien supérieur se souvient que la blessure n'était pas grave du tout. En fait, ce jour-là, la vedette commandée par Kerry a tiré sur un bateau qui avait refusé de décliner son identité et Kerry a lancé une grenade trop près de lui, se prenant un petit éclat dans le bras. Aucun tir adverse ne fut enregistré ce jour-là.

L'ancien commandant Hubbard se souvient que Kerry avait voulu être recommandé pour une *Purple Heart*, mais ce dernier avait refusé. Kerry s'est donc sans doute recommandé lui-même. Suite à cette histoire, le lieutenant Pech avait menacé Kerry en lui disant que s'il se rapprochait trop de lui, il lui ferait comprendre ce qu'est une vraie *Purple Heart*.

Kerry se donne l'image d'un héros, mais oublie de préciser qu'au Vietnam, son surnom était « l'étrangleur de Boston » compte tenu de son peu de respect de la vie humaine. Déjà à l'époque pourtant, il pensait à sa carrière et filmait ses exploits pour se donner l'image d'un héros, filmant même de fausses interview de lu-même. Quand il est parti, la blague qui circulait au Vietnam était que son départ n'avait rien à voir avec ses trois *Purple Heart*, mais qu'il avait suffisamment de films pour alimenter toutes ses campagnes électorales. Quand il revint au pays, Kerry dénonça les crimes commis par les soldats états-unien mais, pour William E. Frank, à l'époque, Kerry semblait penser qu'il

n'existait aucune règle en zone de combat et le seul tueur d'enfant qu'il ait connu, c'était Kerry. Kerry raconte lui-même un épisode où il a demandé à ses hommes de tirer quelques coups de semonce contre un bateau qui se dirigeait vers eux, mais que les tirs ont tué un civil. Après l'incident, il déclara que ni femme, ni enfant n'avaient été touchés. Le *Boston Globe* a interrogé l'équipe de Kerry sur cet incident, mais n'a pas obtenu de réponse. Steve Gardner, ancien subordonné de Kerry au moment des faits se souvient d'une tout autre histoire. Ce jour-là, Kerry était au radar, mais n'avait pas signalé à ses hommes l'approche d'un bateau qui devait théoriquement apparaître sur l'écran. Quand ils l'ont vu arriver, les soldats ont vu que l'homme à bord avait une arme et, conformément au règlement, ils ont ouvert le feu. Dans la confusion, un enfant a été tué par balle. Kerry n'est sorti de sa cabine qu'une fois les tirs interrompus et a menacé tout le monde de cour martiale. Aujourd'hui, Gardner se demande comment un homme incapable de diriger six hommes pourrait devenir commandant en chef.

Gardner se souvient que les ordres de Kerry étaient généralement erratiques, mettaient ses hommes en danger et qu'il fuyait. Il y aurait dû y avoir une enquête sur ce qui s'est passé ce jour-là, mais il n'y en a pas eu et depuis ces révélations, Kerry essaye de discréditer Gardner. Il faudrait pourtant savoir pourquoi Kerry a rendu un faux rapport.

Kerry prétend que le 13 mars 1969, son bateau a été frappé par une mine et qu'il a été gravement blessé. Le lieutenant Rassman est tombé à l'eau sous le choc de l'explosion. Malgré les tirs adverses et avec bras saignant abondamment Kerry a sauvé son camarade en le sortant de l'eau. Kerry a dépensé 50 millions de dollars pour diffuser des spots publicitaires racontant cette histoire. Cet épisode lui a donné sa troisième *Purple Heart* et lui a permis de repartir au pays, mais là encore, il s'agit d'une grossière exagération.

Selon Larry Thurlow, qui dirigeait une autre vedette ce jour-là, Kerry s'est à nouveau blessé tout seul légèrement avec une grenade en faisant exploser un stock de riz. Il n'a pas reçu de blessure lors de l'épisode de la mine qui est arrivé plus tard la même journée. Kerry admet d'ailleurs avoir été blessé légèrement lors de l'explosion d'un stock de riz, même s'il affirme que c'est un mercenaire Nung qui a lancé la grenade. Il est peu crédible qu'il ait été blessé deux fois le même jour. En fait le bateau de Kerry n'a pas été touché par la mine. C'est un autre qui a été touché et le bateau de Kerry, contrairement à la procédure qui demande de rester en soutien du bateau touché a fuit. L'un des hommes du bateau, le lieutenant Rassman, est tombé à l'eau. Kerry est revenu le chercher quand il s'est aperçu qu'il n'y avait pas de tirs ennemis après l'explosion. Il n'a pas participé au sauvetage du bateau touché, mais il s'en est attribué la responsabilité. Rassman, reconnaissant d'avoir été sauvé à accredité l'histoire de Kerry. Suite à cela, le futur candidat démocrate demanda son retour aux États-Unis, ce n'est pas la Marine qui lui a proposé.

Kerry na cessé de se mettre en scène pour accrédiiter son image de héros.

[1] décoration militaire états-unienne

William Kristol



William Kristol (Le 6 de cœur du régime Bush) est rédacteur en chef de *Weekly Standard*. Il est président du Project for the New American Century.

« Les frères d'armes de Kerry »

Source : Weekly Standard

Référence : « Kerry's Band of Brothers », par William Kristol, *Weekly Standard*, 30 août 2004 (déjà disponible sur le site du journal avant sa publication papier).

John Kerry nous demande de croire les témoignages de ses « frères d'armes » concernant sa valeur au Vietnam, mais il y a un problème : un nombre substantiel de ses « frères d'armes » s'oppose à sa candidature et s'appuie sur ce qu'ils ont vu de lui pendant la guerre pour affirmer qu'on ne peut pas lui faire confiance.

Ce n'est pas une accusation anodine. Personne ne croit vraiment que Kerry est un criminel de guerre et beaucoup pensent que son service militaire au Vietnam a été le moment le plus admirable de sa vie, mais en revenant aux États-Unis en 1969, Kerry a accusé l'armée de crime de guerre et cela explique le dédain que lui voue certains de ses anciens camarades. Le 22 avril 1971, Kerry a témoigné devant le Sénat au nom d'un « très grand nombre de vétérans » selon ses dires et a affirmé que les crimes étaient quotidiens et que le pays avait « perdu tout sens moral ». Il ne s'est jamais rétracté et il faut nous souvenir de cet événement.

Cet épisode signifie que les vrais frères d'armes de Kerry sont les opposants à la guerre, qu'il était hostile en 1971 à l'usage de la puissance militaire états-unienne et qu'il est l'héritier de George McGovern. Toutefois, contrairement à McGovern, il n'assume pas ses opinions et, en jouant un double jeu, Kerry invite à examiner son action au Vietnam plus attentivement.

John Harris

John Harris est écrivain britannique. Il est l'auteur de *The Last Party* : *Britpop, Blair and the Demise of English Rock*.

« Ayez peur, ayez vraiment peur »

Source : The Guardian

Référence : « Be afraid, be very afraid », par John Harris, *The Guardian*, 16 août 2004.

Bruce George, président sortant de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a prononcé un discours le mois dernier où il parlait du terrorisme. Selon lui, ce phénomène représentait une plus grande menace que la menace nucléaire durant la Guerre froide. À le croire, durant la Guerre froide, les cauchemars d'apocalypse nucléaire n'avaient pas lieu d'être et il ne fallait pas s'inquiéter de la crise des missiles de Cuba ou de l'hypothèse d'une guerre nucléaire circonscrite à l'Europe de **Ronald Reagan** car les adversaires dans ce conflit étaient rationnels.

George affirme aussi que l'objectif d'Al Qaïda est de « dominer le monde », c'était l'objectif que les plus enragés des guerriers froids prêtaient aux communistes. Les mesures de sécurité préconisées pendant la Guerre froide contre une attaque de missile sont aujourd'hui préconisées pour faire face à une

attaque terroriste. La BBC diffuse un docu-drama sur l'explosion d'une bombe sale à Londres 20 ans après avoir diffusé l'équivalent sur les conséquences d'une attaque de missiles soviétiques. Durant la Guerre froide, la peur était passive, aujourd'hui elle s'accompagne de mesures de sécurité futiles comme de prendre le train au lieu de l'avion (c'était bien sûr avant les attentat de Madrid). D'après **David Blunkett**, nous devons craindre « des individus ou des groupes, britanniques sou non ». Avec une telle définition, tout est permis et la menace terroriste offre plus de pouvoirs à nos politiciens que la menace de la Guerre froide.

Pendant 20 ans, la Grande-Bretagne a été menacée par l'IRA, mais le discours n'était pas aussi apocalyptique. Là, on nous parle pour justifier cette différence de « superterrorisme ».

Henry Siegman



Henry Siegman est chercheur sur le Proche-Orient au Council on Foreign Relations. il est ancien président de l'American Jewish Congress et du Synagogue Council of America.

« Sharon trahit les fondateurs d'Israël »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Sharon betrays Israel's founders », par Henry Siegman, *International Herald Tribune*, 20 août 2004.

Beaucoup d'observateurs du Proche-Orient voient le nouveau pragmatisme affiché par **Ariel Sharon** et l'émergence d'une nouvelle garde de jeunes Palestiniens demandant des réformes à la tête de l'Autorité palestinienne comme des bonnes nouvelles pour la paix. Malheureusement, cet optimisme est fondé sur une totale incompréhension des réalités israéliennes et palestiniennes.

Sharon n'est pas prêt à accepter les conditions minimales permettant la constitution d'un État palestinien viable. Il cherche à éviter à tout prix des contacts avec l'Autorité palestinienne, même pour prévenir le chaos annoncé que susciterait un retrait sans préparation de la bande de Gaza. Sharon affirme que l'abandon de Gaza était le prix à payer pour garder le contrôle de la Cisjordanie. Mardi, il a annoncé des constructions massives dans ce territoire et la jeune garde palestinienne ne pourra pas accepter un accord dans ces conditions. Sharon fragmente les territoires et cela repousse à des décennies un accord de paix.

La vraie différence entre Sharon et les personnalités les plus radicales du **Likoud**, c'est l'emballage. La différence se fait entre ceux qui veulent une séparation avec les Palestiniens et ceux qui veulent un système d'apartheid. Beaucoup au Likoud, dont **Benjamin Netanyahu**, pensent qu'accorder le droit à un État aux Palestiniens déclencherait un processus incontrôlable. L'idée du Likoud et de Sharon est de se désengager comme l'Afrique du Sud s'était désengagé des Bantoustans. Cette approche se démarque des fondateurs du sionisme qui n'avait rien d'une entreprise raciste. Les problèmes de sécurité ne peuvent justifier la politique raciste actuelle.

La seule solution pour Israël est un retour aux frontières de 1967. Longtemps, les Israéliens ont cru que la clé de leur sécurité résidait dans l'occupation du Liban,

mais la sécurité d'Israël a augmenté quand les territoires occupés dans ce pays ont été évacués.

Patrick Seale



Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

« Les réserves pétrolières arabes finiront par s'assécher »

Source : Dar Al-Hayat

, Gulf News

, Daily Star

Référence : « Arab petroleum reserves will eventually run dry », par Patrick Seale, *Gulf News*, 20 août 2004.

« The Hydrogen Challenge to Arab Oil », *Dar Al-Hayat*, 20 août 2004.

« Will hydrogen soon kill Middle East crude ? », *Daily Star*, 23 août 2004.

Les prix du pétrole continuent de monter en raison des luttes de pouvoir en Irak, de la crainte d'une faillite de Yukos et de l'explosion de la demande en Asie. Même la victoire d'Hugo Chavez au Venezuela et sa promesse de maintenir la production et de continuer à alimenter les États-Unis n'a pas arrêté la tendance à la hausse. Certains observateurs pensent que le prix du baril pourrait dépasser les 50 dollars, mais qu'il n'y aurait pas de raison de paniquer car en dollars constants cela ne représente que la moitié du prix atteint en 1979. Les prix élevés pourraient entraîner une récession mondiale, stimuler la recherche de nouvelles énergies alternatives et donner de l'argent aux Arabes. Ceux-ci doivent toutefois se méfier. La manne financière ne sera pas éternelle et ils devraient investir les surplus dégagés dans l'économie de l'ère post-pétrolière au lieu de retarder les réformes nécessaires. Il est évident que d'ici deux à cinq décennies, le pétrole aura laissé la place à une nouvelle source d'énergie. Quelle que soit la source énergétique de remplacement, on ne trouvera plus à l'avenir de machines consommant des sources d'énergie fossile comme aujourd'hui. L'énergie est un des thèmes de campagne favori de John Kerry contre George W. Bush. Il accuse l'administration Bush d'avoir fait passer le baril à un prix élevé avec sa guerre en Irak. Kerry dénonce également la dépendance des États-Unis vis-à-vis du pétrole arabe et il prône l'indépendance énergétique des États-Unis. Il a promis, s'il était élu, de dépenser 30 milliards de dollars pour encourager les automobilistes à acheter des voitures plus propres et les constructeurs à développer des voitures aux technologies plus propres. Il veut aussi développer les énergies renouvelables. Toutefois, l'indépendance énergétique ne sera pas facile à obtenir car les États-Unis disposent de 3 % des réserves de pétrole, mais consomment 25 % de la production mondiale pétrolière. Il ne faut cependant jamais préjuger des capacités des États-Unis à s'adapter compte tenu des ressources mobilisables pour la recherche en cas de volonté politique.

Le renversement de Saddam Hussein était directement lié à l'approche de la baisse de la production pétrolière. Les puissances mondiales sont engagées dans une lutte pour le pétrole, mais l'argent serait mieux dépensé dans la recherche sur l'hydrogène car nous sommes loin d'être en mesure d'exploiter cette

ressource. Quoi qu'il en soit, le changement est en route et plus le pétrole sera cher, plus vite il viendra.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .